

Poutine fixe une nouvelle ligne rouge face à l'expansion de l'OTAN

Le 4 décembre 2021 par Ted Snider <https://responsiblestatecraft.org/2021/12/04/putin-sets-a-new-red-line-on-nato-expansion/>

Depuis qu'elle s'est engagée à ne pas étendre ses activités ne serait-ce que d' "un pouce" au delà de l'Allemagne, l'alliance se retrouve 1000 kilomètres plus près de la Russie.



Vladimir Poutine (III Responsible Statecraft)

Il est possible de réellement quantifier la malhonnêteté de Washington. Quelle en est son ampleur ? Elle est de près de 1 000 km. En 1990, selon des documents déclassifiés, le secrétaire d'État James Baker a assuré au dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev que l'OTAN ne s'étendrait pas « d'un pouce » à l'est de l'Allemagne.

Il y a trente ans, c'était la ligne rouge de la Russie. Le 2 décembre, cette ligne rouge est passée d'un pouce à 1 000 km, Vladimir Poutine ayant déclaré qu'il souhaitait désormais obtenir la promesse que l'OTAN ne s'étendrait pas plus loin à l'est vers l'Ukraine.

Depuis ces assurances, l'OTAN a progressé à travers la Hongrie, la République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Albanie, la Croatie, le Monténégro et la Pologne. 1000 kilomètres de promesses non tenues ont amené les États-Unis et l'OTAN à la frontière de l'Ukraine.

Le 1er septembre, le président Biden a rencontré le président ukrainien Volodymyr Zelensky à la Maison Blanche. Biden a utilisé des mots codés pour parler de l'empiétement de l'OTAN lorsqu'il a promis son « soutien aux aspirations euro-atlantiques de l'Ukraine » et un soutien américain pour que l'Ukraine « soit complètement intégrée en Europe ». Il a ensuite annoncé « un nouveau programme d'aide à la sécurité d'un montant de 60 millions de dollars » qui s'ajoutent aux 400 millions de dollars d'aide à la sécurité que les États-Unis ont déjà fournis à l'Ukraine cette année.

Après avoir reculé de 1 000 km par rapport à la ligne rouge de Gorbatchev, Poutine a tracé une nouvelle ligne rouge le 2 décembre, demandant des « garanties de sécurité fiables et à long terme ». Ces garanties « excluraient toute nouvelle avancée de l'OTAN vers l'est et le déploiement de systèmes d'armes qui nous menacent à proximité immédiate du territoire russe. »



*M. Biden fera également comprendre à M. Poutine que les États-Unis n'excluent pas une future adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, contrairement à ce qu'a demandé le dirigeant russe, a déclaré un haut responsable américain.
Photo : Mandel Ngan/Sputnik/AFP/Getty*



Baker (à gauche) et Gorbatchev JONATHAN UTZ/AFP/Getty Images

Poutine est parfaitement conscient que la ligne rouge s'est déplacée de 1 000 km vers l'est. Lors de la conférence de

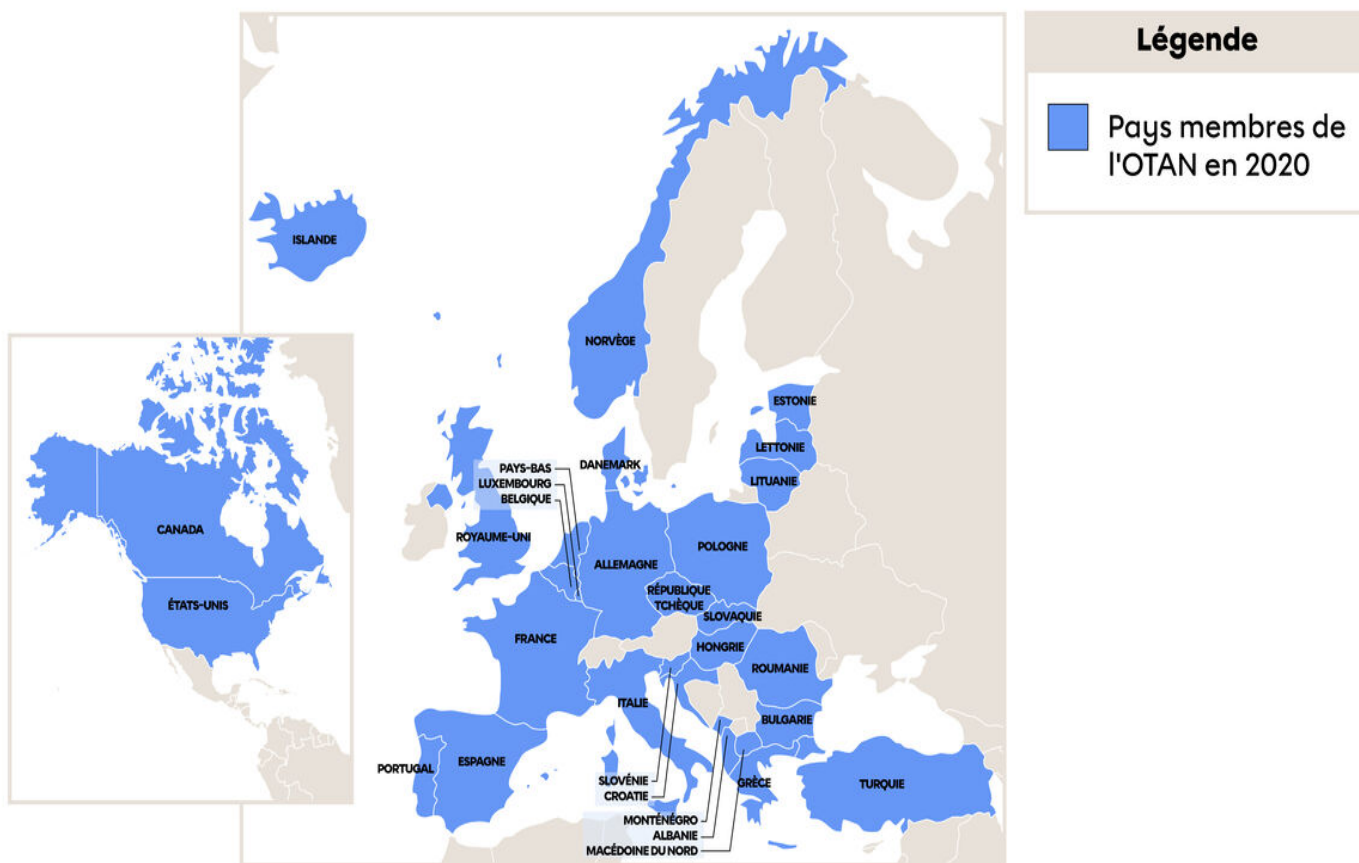
Munich sur la politique de sécurité en 2007, Poutine a demandé au monde : « Et qu'est-il advenu des assurances données par nos partenaires occidentaux après la dissolution du pacte de Varsovie ? Où sont ces déclarations aujourd'hui ? Personne ne s'en souvient. Mais je vais me permettre de rappeler à ce public ce qui a été dit. Je voudrais citer le discours du Secrétaire général de l'OTAN, M. Woerner, prononcé à Bruxelles le 17 mai 1990. Il a déclaré à l'époque que "le fait que nous soyons prêts à ne pas placer une armée de l'OTAN en dehors du territoire allemand donne à l'Union soviétique une solide garantie de sécurité." Où sont ces garanties ? »

Les garanties étaient une tromperie, et la ligne rouge s'est déplacée de plusieurs centaines de kilomètres devenant une menace. Sept ans plus tard, dans son bilan de 2014, le ministère russe des Affaires étrangères notait que « l'expansion continue vers l'est [et] les vagues successives d'élargissement de l'OTAN [sont] contraires aux assurances émises au plus haut niveau. » En 2015, la stratégie de sécurité nationale de la Russie notait que « l'expansion continue de l'OTAN et le rapprochement de son infrastructure militaire des frontières de la Russie, tout cela crée une menace pour la sécurité nationale. »

La première garantie a été donnée le 9 février 1990, lorsque le secrétaire d'État Baker a assuré à Gorbatchev que si l'OTAN obtenait l'Allemagne et que la Russie retirait ses troupes d'Allemagne de l'Est, l'OTAN ne s'étendrait pas à l'est de l'Allemagne. Dans ses mémoires, Gorbatchev indique qu'il a accepté les conditions de Baker « avec la garantie que la juridiction ou les troupes de l'OTAN ne s'étendraient pas à l'est de la ligne actuelle. »

Dans son livre « Superpower Illusions » [Illusions de super puissance, NdT], Jack F. Matlock Jr, qui était ambassadeur américain en Russie à l'époque et qui était présent à la réunion, confirme le récit de Gorbatchev en disant qu'il « est conforme aux notes que j'ai prises lors de la conversation, sauf que les miennes indiquent que Baker a ajouté "pas d'un pouce". »

Pays membres de l'OTAN en 2020



alloprof

Pays membres de l'OTAN en 2020 (Wikipedia)

Le lendemain, selon des documents du ministère ouest-allemand des Affaires étrangères, le 10 février 1990, le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher a déclaré à son homologue soviétique Edouard Chevardnadze : « Pour nous [...] une chose est certaine : l'OTAN ne s'étendra pas à l'est. "Et parce que la conversation tournait principalement autour de l'Allemagne de l'Est, Genscher a ajouté très explicitement : « En ce qui concerne la non-expansion de l'OTAN, cela s'applique également aux autres pays". »

Encore plus tôt, le 31 janvier 1990, Genscher avait déclaré dans un discours important qu'il n'y aurait pas « d'expansion du territoire de l'OTAN vers l'est, autrement dit, plus près des frontières de l'Union soviétique. »

Le 12 décembre 2017, les Archives de la sécurité nationale ont publié les véritables documents détaillant ce qui avait été promis à Gorbatchev. Selon le regretté Stephen Cohen dans son livre « War With Russia ? » [En guerre avec la Russie ? NdT], les documents révèlent enfin, et avec autorité, que « la vérité, et les promesses non tenues, sont beaucoup plus étendues qu'on ne le pensait auparavant : toutes les puissances occidentales impliquées – les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne elle-même – ont fait la même promesse à Gorbatchev à de multiples occasions et de diverses manières catégoriques. »

Cela ne devait pas forcément se passer ainsi. Comme Gorbatchev avant lui à la fin de la Guerre froide, Poutine espérait contribuer à la création d'une communauté internationale qui, plutôt que de construire des blocs, mettrait en avant la coopération entre pairs. Il avait même émis l'idée d'une adhésion de la Russie à l'OTAN. Même dans le discours où il a tracé la nouvelle ligne rouge de la Russie, Poutine continuait de mentionner une solution de coopération. Il a déclaré que « l'élaboration d'accords spécifiques » devait se faire « dans le cadre d'un dialogue avec les États-Unis et leurs alliés. » Il a ajouté, avec diplomatie, que « nous n'exigeons pas de conditions particulières pour nous-mêmes et nous sommes conscients que tout accord doit tenir compte des intérêts de la Russie et de tous les pays euro-atlantiques. »

Bien qu'il s'agisse manifestement de la voie la moins conflictuelle, elle est celle qui a le moins de chances d'être empruntée, car les seules assurances données aujourd'hui le sont par le secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, qui a récemment rassuré la Géorgie et l'Ukraine en leur disant que la « porte est toujours ouverte » à leur adhésion à l'OTAN, au grand dam de Moscou.